

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE D'INTERIEUR
WILAYA DE LA REGION TANGER-TETOUAN
PREFECTURE TANGER-ASILAH
COMMUNE URBAINE DE TANGER**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE
PRIX N° / CUT / 2015**

TRAVAUX D'EQUIPEMENT EN ECLAIRAGE PUBLIC

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 7 : INFORMATION DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 10: CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS.....	8
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
ARTICLE 14 : PRESENTATION DES ECHANTILLONS.....	9
ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS	9
ANNEXES	14
ANNEXE 1 - MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR.....	15
ANNEXE 2 - MODELE DE CAUTION PROVISOIRE	18
ANNEXE 3 - MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	19
ANNEXE 4 - FICHE SUR LES RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIFS DE L'ENTREPRISE	21
ANNEXE 5 - FICHE SUR LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN PLACE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX	22
ANNEXE 6 - FICHE SUR L'EXPERIENCE ET LES REFERENCES TECHNIQUES DE LA SOCIETE	23

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux d'équipement en éclairage public des différents quartiers et artères de la Commune Urbaine de Tanger (Préfecture Tanger-Asilah).

Il a été établi en vertu des dispositions des articles 18 du décret n°2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est la Commune Urbaine de Tanger.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Exceptionnellement le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché et ce conformément à l'art 19 § 7 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013

ARTICLE 6 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés auprès de la Commune Urbaine de Tanger « Service des marchés »sise Angle Av. Marrakech et Tarik Ibn Ziad à Tanger.

ARTICLE 7 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant l'appel d'offre ou les documents y afférents , cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fournis par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins 3 (trois) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents qui ont retirés le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2.12.349 précité :

1. seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - ↪ justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - ↪ sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leur déclaration et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
 - ↪ sont affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme ;
2. ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - ↪ les personnes en liquidation judiciaire ;
 - ↪ les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - ↪ les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013).
 - ↪ Les personnes visées à l'article 22 de la loi N° 78-00 portant charte communale promulguée par le dahir N° 1-02-269 en date du 3 octobre 2002 pour les marchés de communes.

- ↳ Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la procédure de passation du marché objet du présent règlement de consultation

ARTICLE 9 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2.12.349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

9.1. Dossier administratif comprenant :

A. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés au paragraphe 1 de l'article 26 du décret précité (voir annexe 1);
- b. L'originale du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu, libellé au nom de La Commune Urbaine de Tanger, selon le modèle joint en annexe 2;
- c. Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'art 157 du décret 2-12-349 du 20-3-2013

B. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa 2 du paragraphe A de l'article 25 du décret précité;
- b. L'attestation du percepteur délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;
- c. L'attestation de la CNSS délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme;
- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce.

Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b,c et d du paragraphe I-A-2 de l'article 25 du décret n° 2-12-349.

9.2. Dossier technique comprenant :

- a. Une note détaillée indiquant les moyens humains : effectif permanent de la société (dûment justifié par les copies des déclarations de CNSS.....);

- b. Une note détaillée indiquant les moyens matériels, techniques et financiers du soumissionnaire;
- c. Les références techniques pour les travaux similaires réalisées par le soumissionnaire au cours des cinq dernières années, appuyées des attestations originales ou copies certifiées conformes, datées et lisibles, délivrées par les maîtres d'œuvres et/ou les maîtres d'ouvrages sous la direction desquels ces prestations ont été exécutées ; ainsi que les fiches de présentation des références précitées;
- d. Une note indiquant les lieux, dates, natures et importances des prestations similaires que le soumissionnaire a exécutées sera jointe à ces références ;
- e. Une fiche sur les renseignements juridiques et administratifs du concurrent, conformément à l'annexe 4 ci-jointe (création, objet, siège, organisation, direction ...);

NB : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25 du décret précité.

9.3. Dossier Additif

Les candidats doivent fournir les pièces complémentaires suivantes :

- a. Une attestation du chiffre d'affaires réalisé durant les trois années ou depuis sa création, délivrée par les services de la direction des impôts.
- b. Le plan de charge de l'entreprise à la date de la remise de son offre.

9.4. Offre technique

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les travaux selon une procédure technique avantageuse. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

- a. Liste de l'équipe qui sera mobilisée pour la réalisation des prestations objet de l'appel d'offres, appuyée des CV des membres de cette équipe, signés par les intéressés (en copies originales), avec copies certifiées conformes des diplômes;
- b. Liste du matériel que le concurrent compte utiliser pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
- c. Les références aux travaux réalisées au cours des cinq dernières années similaires à celle faisant l'objet du présent appel d'offres.
- d. Planning proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des prestations du présent marché.
- e. Méthodologie.

ARTICLE 10: CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

10.1. Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- ⇒ Un dossier administratif précité (Cf. article 9-1 ci-dessus) ;
- ⇒ Un dossier technique précité (Cf. article 9-2 ci-dessus) ;
- ⇒ Un dossier additif précité (Cf. article 9-3 ci-dessus);
- ⇒ Une offre technique (Cf. article 9-4 ci-dessus) ;
- ⇒ Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement sera établi conformément à l'article 27 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013. selon le modèle joint en annexe 3 ;
 - Le bordereau des prix et le détail estimatif seront établis conformément à l'article 27 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013.

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.

10.2. Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent
- L'objet du marché
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis
- L'avertissement que " les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ".

Ce pli contient trois enveloppes comprenant pour chacune :

- a. **La première enveloppe** : le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif et le CPS paraphé sur toutes ses pages.
Cette enveloppe doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossier administratif et technique»;
- b. **La deuxième enveloppe** : l'offre financière du soumissionnaire.
Cette enveloppe doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière » ;
- c. **La troisième enveloppe** : l'offre technique du soumissionnaire.

Cette enveloppe doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique ».

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- ✧ Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- ✧ Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- ✧ Soit remis, séance tenante, au Président de la Commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant le début du processus l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres, ou le cas échéant le délai mentionné par l'avis de report de délai.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixé pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 31 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 précité.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrages resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 14 : PRESENTATION DES ECHANTILLONS

Les concurrents sont tenus de déposer avec un accusé de réception du matériel au lieu désigné par le maître d'ouvrage avant le 16/3/2015 à midi, un échantillon des articles du bordereau des prix suivants:

- ✦ Ensemble d'éclairage en fonte double crosse de 8,30 m ;
- ✦ Ensemble d'éclairage en acier simple crosse de 8,30 m;
- ✦ Ensemble d'éclairage mural de 250 watt ;
- ✦ Ensemble d'éclairage mural de 150 watt ;
- ✦ Ensemble d'éclairage mural de 70 watt ;
- ✦ Armoire de commande à quatre départs équipée;
- ✦ Armoires stabilisateurs-réducteurs de puissance de 30/45/60 KVA ;
- ✦ Coffret de connexion IP 44 classe II ;
- ✦ Lampes SHP 70/150/250watt ;
- ✦ L'appareillage électrique pour la lampe 70/150/250watt.

NB :

Les soumissionnaires n'ayant pas fournie tous les échantillons exigée ou jugée par la commission technique non conforme aux spécifications techniques du cahier des prescriptions spéciales seront systématiquement éliminés.

Tout concurrent qui ne présente pas dans l'offre technique les documents et les attestations nécessaires concernant les échantillons sera écarté de la concurrence.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

L'évaluation et le jugement de la commission des marchés se feront selon les dispositions des articles 36,38, 39, 40 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Une note technique ($N_{tech} = N1+N2+N3+N4+N5$) de 0 à 100 points sera attribuée à chaque concurrent.

Le jugement des dossiers et offres techniques sera soumis au barème de notation ci-après :

A- Effectif encadrement global technique de la société (à justifier par les bordereaux de CNSS des trois derniers mois) : (N1 :20 points)

- ↳ Effectif de moins de 20 en personnel technique : 0 point ;
- ↳ De 20 à 30 personnes : 10 points ;
- ↳ Supérieur à 30 personnes : 20 points.

B- Références des travaux réalisées au cours des cinq dernières années similaires à celle faisant l'objet du marché: (N2 : 30 points)

Références	Points		
	3 Attestations et plus	2 Attestations	1 Attestation
• Travaux d'équipement en éclairage public supérieurs à 12 Millions de dirhams	30	20	10
• Travaux d'équipement en éclairage public entre 8 et 12 Millions de dirhams	20	10	5
• Travaux d'équipement en éclairage public entre 5 et 8 Millions de dirhams)	10	5	2
• Travaux d'équipement en éclairage public inférieur à 5 Millions de dirhams	0	0	0

La note maximale est fixée à 30 points.

Les entreprises n'ayant pas rempli la condition :

N2 supérieure ou égale à 5 points

seront systématiquement éliminées.

NB : Toute référence déclarée par le concurrent et non justifiée par une attestation signée par le Maître d'Ouvrage bénéficiaire ne sera pas prise en considération.

C- Equipe proposée : (N3 : 20 points)

L'équipe proposée sera composée comme suit:

- ↳ Un chef de projet ingénieur;
- ↳ Deux ingénieurs conducteurs des travaux;

Sur la base des déclarations de CNSS, les copies des diplômes et les CV, les membres de cette équipe seront notés suivant le tableau ci-après :

Personnel proposé	Effectif	Symbole de la note	Note maximale
Chef de projet Ingénieur	1	Ncp	10
Ingénieurs en électricité conducteurs des travaux	2	Ning	10

Pour le chef de projet et pour chaque membre de l'équipe proposée, le nombre de point à accorder dépendra des critères suivants:

- ↳ la formation initiale (Fi) ;
- ↳ l'expérience (Exp) ;
- ↳ l'appartenance à la société (App).

Cette notation est répartie suivant le canevas suivants :

- ✓ La note du chef de projet (Ncp) est la somme des notes suivantes :
 - Note formation initiale (nFi) :
 - Formation initiale non compatible avec l'objet du marché :0 point ;
 - Formation initiale compatible avec l'objet du marché : 4 points.
 - Note de l'expérience (nExp) :
 - Une expérience de moins de 3 années :1 point ;
 - Une expérience entre 3 et 5 ans : 2 points ;
 - Une expérience supérieure à 5 ans : 4 points.
 - Note de l'appartenance à l'entité de l'entreprise soumissionnaire (nAPP) :
 - Une présence continue de moins de 2 ans :1 point ;
 - Une présence continue de plus de 2 ans : 2 points.
- ✓ La note des ingénieurs est (Ning) la somme des notes suivantes (prendre la somme des moyennes de chacune des notes) :
 - Note formation initiale (nFi) :
 - Formation initiale non compatible avec l'objet du marché :0 point;
 - Formation initiale compatible avec l'objet du marché : 3 points.
 - Note de l'expérience (nExp) :
 - Une expérience de moins de 3 années :0 point;
 - Une expérience de plus de 3 années : 5 points.
 - Note de l'appartenance à l'entité de l'entreprise soumissionnaire (nAPP):

- Une présence continue de moins de 2 ans :0 point ;
- Une présence continue de plus de 2 ans : 2 points.

D- Matériels : (N4 : 20 points)

La notation tiendra compte principalement de la nature du matériel proposé et sa conformité avec les besoins des prestations objet du marché.

Tout engin dont le numéro d'immatriculation ne serait pas indiqué, ne sera pas pris en considération.

Matériels	Symbole de la note	Note maximale
Camion Grue	Ncg	12
Camion Nacelle	Ncn	8
Total Maximal	-	20

Cette notation est répartie suivant le canevas suivants :

↗ Camion grue :

- Lorsque l'entreprise dispose de 5 camions-grue ou plus : 12 points.
- Lorsque l'entreprise dispose de 2 à 4 camions-grue : 6 points.
- Lorsque l'entreprise dispose de moins de 2 camions-grue : 0 point.

↗ Camion Nacelle :

- Lorsque l'entreprise dispose de 2 à 4 camions-Nacelle : 8 points.
- Lorsque l'entreprise dispose de moins de 2 camions-nacelle : 0 points.

Seront présentés les pièces justificatives suivantes pour chaque camion:

- Copie certifiée conforme à l'originale de la carte grise au nom de l'entreprise;
- Copie certifiée conforme à l'originale du contrat de bail et/ou facture.

E- Méthodologie : (N5 : 10 points)

La notation tiendra compte principalement de la conformité de la méthodologie proposée par le concurrent et de son enrichissement par rapport au CPS et aux termes de références du marché.

Elle prendra également en compte les dispositions qui seront prises par le consultant pour l'autocontrôle et la garantie de la qualité des travaux.

- Méthodologie répondant en partie aux termes de références : 5 points;
- Méthodologie répondant en totalité aux termes de références : 10 points;

La notation de cet élément tiendra compte principalement de la qualité, la quantité et de la suffisance des matériels affectés au projet.

Toute offre ayant obtenu une note technique (Ntech) sur 100 strictement inférieur à 70 points conduit au rejet de l'offre du concurrent concerné et son offre financière ne sera pas ouverte.

Après l'évaluation technique, l'offre qui sera retenue est l'offre la moins disante.

ANNEXES

- **Annexe 1: déclaration sur l'honneur;**
- **Annexe 2: attestation de caution;**
- **Annexe 3: acte d'engagement;**
- **Annexe 4: fiche sur les renseignements juridiques et Administratifs ;**
- **Annexe 5: note détaillée indiquant les moyens humains, matériels et techniques à mobiliser pour la réalisation des prestations;**
- **Annexe 6: Fiche sur l'expérience et les références techniques de la société.**

ANNEXE 1 - MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation
- Objet du marché

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu..... affilié à la CNSS sous le n°(1) inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°.....(1) n° de patente..... (1) n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de adresse du siège social de la société adresse du domicile élu affiliée à la CNSS sous le n°.....(1) inscrite au registre du commerce (localité) sous le n°.....(1) n° de patente..... (1) n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

- Déclare sur l'honneur:

- 1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle;
- 2 - que je remplis les conditions prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle;
 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2);
- 3 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance:

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché;
- 4 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 5 – m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
 - reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 138 et 159 du décret n° 2.12.349, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à Le

Signature et cachet du concurrent (2)

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

() en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.*

Entête Banque

ANNEXE N°2 - MODELE DE CAUTION PROVISOIRE

Nous soussignés, Banque.....

(Capital, siège social, représentée par Messieurs...)

Déclarons par la présente nous constituer caution solidaire de l'Entreprise.....
.....en faveur de la Commune Urbaine de Tanger et nous nous engageons
inconditionnellement en tant que garant à restituer la caution provisoire des travaux
ou études, soit un montant de au titre de l'appel d'offres
N°..... lancé par la Commune Urbaine de Tanger.

Le montant de cette caution sera réglé à la Commune Urbaine de Tanger sur simple
demande de cette dernière.

Nous renonçons expressément au bénéfice de discussion et de division.

Les tribunaux compétents seront seuls compétents pour tout ce qui concernera
l'exécution des présentes, quelle que soit la partie défenderesse.

Cachet de la banque+signatures

Date

ANNEXE 3 - MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N° Du.....

- L'objet : **Travaux d'entretien du réseau d'éclairage public de la Commune Urbaine de Tanger.**

Le marché est passé après appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2, paragraphe 1, de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3, de l'article 17 du Décret N° 2.12.349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 Mars 2013), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et leur gestion.

B. Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques :

Je soussigné :

Agissant en mon nom et pour mon propre compte,

Adresse du domicile à

Affilié à la C.N.S.S sous le n°

Inscrit au registre de commerce de sous le n°

N° de Patente :

b) Pour les personnes morales :

Je soussigné :

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société).

Au capital de :

Adresse du siège social.....

Adresse du domicile élu.....

Affilié à la C.N.S.S sous le n°

Inscrit au registre de commerce de sous le n°

N ° de Patente:.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés et après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu de ma signature un bordereau de prix et un détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2) m'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même lesquels font ressortir :

- Montant hors T.V.A :.....(en lettres et en chiffres)
- Montant de la T.V.A (taux en %) :.....(en lettres et en chiffres)
- Montant T.V.A comprise :..... (en lettres et en chiffres)

L'Etat se libère des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à..... (localité), Sous le numéro.....

Fait à.....le.....

ANNEXE 4 - FICHE SUR LES RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIFS DE L'ENTREPRISE

(À remplir par chaque candidat ou membre du groupement)

1) RENSEIGNEMENTS GENERAUX :

- Raison sociale officielle de l'entreprise
-
- Adresse complète du siège social
-
- Téléphone N° :
- Téléfax :
- Année de création
- Régime juridique
- Capital social
- Nom, prénom et qualité des personnes habilitées à agir au nom de l'entreprise:
1/
2/
3/
- Relation et activités générales de l'entreprise:
 - Groupe financier en relation avec l'entreprise
 - Maison mère, filiales, agences :
 - Immatriculation au registre du Commerce :
 - N°d'affiliation à la C.N.S.S :
 - Compte bancaire N°..... Banque
.....localité
 - N° Identification fiscale :

2) ETAT FINANCIER :

- Montant des chiffres d'affaires des trois dernières années :
.....
.....
.....

ANNEXE 5 - FICHE SUR LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN PLACE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX

(À remplir par chaque candidat ou membre du groupement)

1. MOYENS HUMAINS :

Il est demandé de préciser l'effectif du personnel, son niveau d'instruction et de spécialisation avec indications précises sur son expérience et la fonction au sein de la société et celle qui lui est affectée dans la réalisation des prestations objets du présent Appel d'Offres.

2. MOYENS MATERIELS :

La société indiquera le total des moyens matériels et engins dont elle dispose.

**ANNEXE 6 - FICHE SUR L'EXPERIENCE ET LES REFERENCES TECHNIQUES
DE LA SOCIETE DURANT LES CINQ DERNIERS ANNEES**

(À remplir par chaque candidat ou membre du groupement)

Intitulé du projet et références du marché (1)	Maître d'ouvrage	Délais contractuels	Délais effectifs de réalisation	Montant (2)

- (1) Elles doivent être appuyées par des attestations et certificats de bonne exécution clairement libellés, datés et délivrés par les administrations, Maître d'Ouvrages et les gens de l'art (originaux ou copies certifiées conformes).
- (2) Pour les projets réalisés en groupement, indiquer la part réalisée par le concurrent.